

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 60 F; 6 mois : 30 F
pli fermé : 90 F et 45 F
Abonnements de soutien :
partir de 100 F

18^e ANNEE - N° 341
LE NUMERO : 2,50 F
16 juil. au 3 sept. 1981

Le capitalisme sur un volcan

Un journal américain de Paris constate que « l'impression de vivre sur un volcan » se généralise. Et comme « par essence, à mesure qu'elle grandit et se répand, la peur devient vague, irrationnelle et généralisée, engendrant paralysie et panique », il tente de dresser un inventaire

« des craintes et dangers actuels » afin de « rechercher des solutions adaptées à des menaces précises, quand c'est possible, ou à celles qui sont de nature générale » (International Herald Tribune des 6-7 juin 1981).

L'article considéré se borne à recenser les dangers économiques, à l'exclusion des autres. L'un des plus graves est celui d'une « crise économique mondiale », à côté de laquelle les difficultés actuelles paraissent des enfantillages. Et, bien qu'il considère que ces difficultés sont accentuées en Europe par la politique américaine des taux d'intérêts qui cherchent à repousser la crise vers cette zone, et par le chômage qui y grandit de façon vertigineuse, la solution qu'il suggère est de promouvoir « une meilleure coordination des politiques occidentales », ce qui revient à dire que le remède contre la maladie est la bonne santé... Personne n'a jamais guéri d'une telle médecine!

Un autre danger est celui d'un « effondrement de l'ensemble du système monétaire international ». On craint naturellement la banqueroute due à un défaut de paiement des pays du Tiers-monde, mais le risque majeur est... la Pologne! La seule solution envisagée est de « répartir mieux les risques » entre les banques, ce qui peut retarder le moment de l'effondrement mais le rend encore plus inéluctable et plus général!

Autre danger plus grave encore : « l'écroulement du système de sécurité sociale » qui aurait pour conséquence de supprimer brutalement les « garanties sociales ». Le remède? « Ne pas attendre le dernier moment » pour « réduire les prestations » et « relever l'âge de la retraite »... En d'autres termes serrer la vis progressivement pour éviter un serage brutal qui provoquerait des réactions tout aussi brutales!

De telles réactions, la classe capitaliste en a aujourd'hui à nouveau l'expérience.

Elles prennent désormais une allure quasi-automatique.

Dans les pays les plus pauvres, où les conséquences de la crise sont les plus catastrophiques, la seule politique connue est celle du FMI qui vise à réduire encore la consommation populaire par le biais des augmentations brutales des prix afin de permettre au pays de rembourser ses dettes et d'équilibrer la balance commerciale. Après l'Egypte, la Turquie, le Pérou, cette politique vient de produire ses effets mécaniques au Maroc, où une fois de plus, la seule réponse capitaliste aux émeutes populaires est la mitraille et les tribunaux.

Même les pays bénéficiant du pactole pétrolier ne sont pas épargnés par la révolte des masses exploitées provoquée par la crise : l'Iran et l'Algérie sont là pour en témoigner.

Et les pays industrialisés et riches? La Pologne « socialiste » en est un. Les sacrifices exigés de la classe ouvrière ont déjà produit un immense mouvement de classe que l'Eglise et l'opposition démocratique ont pu jusqu'ici canaliser avec le concours de tous les pays et des banquiers de l'Est comme de l'Ouest. Mais jusqu'à quand?

Dans les démocraties occidentales, les gouvernements utilisent toute une gamme de moyens pour tenter d'éviter la lutte sociale. En Espagne ou en Italie, on a choisi la politique de « liquidation négociée » des avantages acquis. Pour la France, désormais « socialiste », on estime qu'il faut d'abord faire quelques réformes et jeter un peu de poudre aux yeux pour ensuite être en mesure d'exiger des sacrifices de la classe ouvrière. Dans

DANS CE NUMERO

- Les communistes et les nationalisations.
- Le retour au bercail du gauchisme.
- 1944-47 : Au temps des « camarades ministres ».
- Algérie, Pologne, Iran, Angleterre.
- Correspondances : Confection-Paris, PTT-Créteil, Lyon.

la vieille Angleterre civilisée de Thatcher, qui mène une politique de liquidation draconienne des « garanties », parallèle à celle de l'Amérique de Reagan, voilà que les banlieues ouvrières en proie au chômage, aux persécutions policières, à la faim, s'embrasent une à une en une succession d'émeutes qui répondent en écho à la révolte des prolétaires catholiques de l'Ulster.

Partout, l'OCDE prévoit une aggravation rapide du chômage pour de longs mois, et la reprise promise ne fera pas sentir ses effets avant le printemps 1982. Où éclateront donc les prochaines luttes? La bourgeoisie craint désormais qu'une « vague sociale déferle sur l'Europe » pendant l'hiver 1981-82.

Nous suivons pour notre part avec enthousiasme les progrès de la vague prolétarienne qui a pris naissance à la pé-

(Suite page 3.)

Le PC au gouvernement pour verrouiller la paix sociale

Pendant plus de trois années, le PC a tenté de faire croire qu'il cherchait à empêcher le PS de « faire une politique de droite », d'aller au gouvernement pour « gérer la crise » et pour faire accepter à la classe ouvrière « une austérité de gauche ». La condition du succès de ce combat devait être une gauche « rééquilibrée » par un « PC fort ».

En réalité, le PS a remporté un succès électoral éclatant, conquis une nouvelle « chambre introuvable » de 295 sièges qui lui assure la majorité absolue. Il aurait très bien pu se passer du PC pour assurer le fonctionnement du gouvernement, et s'est trouvé en situation non seulement d'appliquer son programme mais même de poser au PC toutes ses conditions. Et après avoir réduit son influence politique, voilà qu'il se paie le luxe de le faire littéralement ramper vers quatre strapontins gouvernementaux.

Les vitupérations du PC pendant ces trois dernières années apparaissent donc pour ce qu'elles sont : du vent. Non seulement le PS n'a pas changé de programme, mais il vient d'obliger le PC à accepter le sien! Dans la politique sociale comme dans la politique industrielle, et même dans la politique étrangère. Et l'« accord » a été scellé par une promesse de « solidarité sans faille » au gouvernement et au parlement, dans les collectivités locales mais aussi dans les entreprises. On ne dit pas « dans les syndicaux », car on respecte formellement leur soi-disant indépendance, mais on parle de respect des « fonctions propres des institutions et des partis », ce qui, en langage clair, signifie qu'on exige de la CGT qu'elle renonce à servir de levier pour la politique propre du PCF. Il est donc clair que le pacte conclu entre le PS et le PC va bien plus loin que ceux qui furent signés en 1936, où le PCF est resté hors du gouvernement, et même en 1945, où il avait davantage de liberté de mouvement.

Naturellement, on n'imagine pas une telle politique en dehors d'une période de crise capitaliste grave, où la collaboration du

(Suite page 2.)

Vers les 35 heures ? A petits pas, et chacun chez soi...

En réalité, le patronat n'a pas modifié, en ce début de juillet, sa position sur la durée du travail : il a toujours envisagé une petite réduction possible, à condition d'obtenir en échange la liberté de moduler les horaires au gré des commandes, et pourvu que « la réduction soit payée par une augmentation de la productivité » (Ceyrac, Le Monde du 3-7-81).

Mais il était temps qu'il parle de concessions possibles. La CFDT s'affolait : allait-il falloir une loi, fâcheux processus, centralisation abusive, manie jacobine de l'intervention de l'Etat! En ressuscitant — bien pâlis — ces vieux thèmes anarchisants, la CFDT n'en veut pas vraiment à l'Etat, ou à son gouvernement de gauche dont elle est l'égérie, et n'entend pas prêcher aux ouvriers l'action directe plutôt que l'intervention parlementaire... Elle craint d'abord de perdre une occasion de constituer ces habitudes de négociations à tous les niveaux qui manquent en France pour étouffer les luttes; et surtout, elle redoute tout ce qui pourrait donner aux travailleurs l'idée dérangeante d'unir leurs efforts, de les concentrer en vue d'un but commun, identique pour tous (loi, décret ou accord, peu importe). Négociations par branches, prise en compte des difficultés particulières (celles des patrons, bien sûr), chacun chez soi, c'est ce qu'elle préconise, exactement comme Ceyrac qui, dans l'interview au Monde déjà citée, se déclarait favorable à la négociation sectorisée, et « attaché aux rapports d'information réciproque, de négociation et de gestion — à travers

(Suite page 2.)

Solidarité avec nos frères marocains!

Le sang de nos frères de classe vient de couler à Casablanca. Le bilan des émeutes du 20 juin s'élève à plus de 800 morts et des milliers de blessés, et actuellement les tribunaux condamnent à toute vitesse et par paquets de 20 ou de

50 ceux qui ont été arrêtés à de lourdes peines de prison. La répression de la bourgeoisie marocaine est à la mesure de la terreur que lui a inspirée l'émeute des masses laborieuses.

Si ces masses se sont dressées directement contre leur propre bourgeoisie et leur propre Etat, leur révolte visait derrière cet ennemi immédiat tout l'impérialisme mondial et l'impérialisme français en particulier. En effet, elle a été déclenchée par la hausse de 85 % des produits alimentaires de base exigée par le plan de redressement du Fonds Monétaire International et elle s'est affrontée à une armée formée par la France (on ne compte pas le nombre des généraux passés par St-Cyr, à commencer par Hassan II) et équipée par elle comme par les Etats-Unis.

L'horrible misère qui est le lot quotidien des masses marocaines est le résultat direct des efforts de la bourgeoisie marocaine pour se tailler sa petite place dans le concert des nations bourgeoises au moment où la crise générale du monde capitaliste frappe de plein fouet les Etats les plus faibles. Déjà, à la suite de l'indépendance, l'accaparement des terres des colons par l'Etat des grands propriétaires et des grands bourgeois et le développement d'une agriculture tournée vers le marché mondial avait produit l'expropriation des paysans, alors que le développement industriel restait faible : en 1960, 27 % de la population active masculine était sans travail. Les masses prolétariennes étaient condamnées à s'entasser autour des villes dans des habitations de fortune et à survivre d'expédients. Même les ouvriers qui avaient du travail subissaient le blocage des salaires, l'intensification du travail, les menaces de licenciements, la répression syndicale. C'est cette situation qui a produit le soulèvement du 23 mars 1965.

Aujourd'hui, la situation a été aggravée non seulement par les répercussions de la crise mondiale de 1974-75, mais aussi par la guerre du Sahara. D'une part la crise du textile en Europe a conduit à des mesures protectionnistes qui ont entraîné la fermeture de plusieurs usines au Maroc; les patrons marocains se plaignent d'être « moins compétitifs que l'Extrême-Orient »; cette concurrence frappe même l'agriculture, puisque la CEE préfère les tomates hollandaises à celles, moins chères pourtant, du Maroc. Par ailleurs le Maroc subit de manière aiguë les contre-coups de la crise du Sahara Occidental. Ainsi, non seulement les masses exploitées marocaines payent les frais de la crise du système capitaliste mondial auquel l'économie et la bourgeoisie marocaines sont intimement liées; mais, en plus, le régime leur fait payer la note de la guerre injuste et réactionnaire qu'il mène contre les masses sahraouies avec la bénédiction et l'appui logistique des impérialismes américain et français. Déjà, à la fin de 1978, le coût de la guerre au Sahara Occidental s'élevait à 1 milliard de dollars soit 16 % du budget global de l'Etat.

Dans ces conditions, au-delà de la réaction légitime à la hausse des prix des produits de première nécessité, les émeutes de Casablanca constituent la riposte des masses ouvrières et exploitées à la misère et aux effets catastrophiques de la crise internationale du capitalisme.

Dans la situation actuelle au Maroc où la bourgeoisie déclare à travers l'Istiqlal et l'UGTM : « Non à la grève au moment où

le Maroc mène la bataille du Sahara! », la grève générale et les émeutes de Casablanca signifient objectivement la rupture de l'« Union sacrée » à laquelle le régime et la soi-disant « opposition marocaine » ont appelé les masses avec la fameuse « marche verte ». Une « Union sacrée » que le Parti communiste (PPS) continue à revendiquer aujourd'hui malgré les massacres de Casablanca, alors que l'USFP (socialiste) feint de garder ses distances.

Mais la signification des luttes de juin est plus large et elles se distinguent de celles qui les ont précédées. A la différence des émeutes du 23 mars 1965 qui ont été déclenchées par les lycéens à la suite d'une mesure scolaire sélective, celles du 20 juin 1981 ont eu dès le début un caractère plus prolétarien que populaire en ce sens qu'elles ont été déclenchées sur fond d'une grève générale où ce sont les ouvriers et les prolétaires des transports qui ont joué le rôle moteur et déterminant.

De plus, contrairement aux années 50, la période qui s'est ouverte dans les années 70 n'est plus celle de l'apogée des mouvements de libération nationale dirigés par la bourgeoisie ou la petite-bourgeoisie nationales.

L'approfondissement de la crise du capitalisme mondial, la fin du cycle national-démocratique dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie, l'accession de la bourgeoisie au pouvoir soit directement au cours d'une révolution nationale-démocratique, soit par son intégration progressive aux rouages de l'Etat

(Suite page 3.)

Vers les 35 heures ?

(Suite de la première page)

L'UNEDIC, les caisses de retraite, etc. — tout cet ensemble complexe que l'on appelle la vie contractuelle ».

Laissons ces araignées perfectionner leur cher « tissu social ». Tous les travailleurs ont besoin d'un temps de travail réduit, 5 jours à 7 heures par jour maximum, et, avec ou sans loi, ils ne l'obtiendront qu'en montrant leur force et en luttant ensemble dans le même sens.

Indépendance syndicale façon CGT

La CGT, elle, utilise le vieux drapeau de l'« indépendance du syndicat » (Krasucki avait déjà préparé les choses avant les élections), et présente ses adhérents comme des « partenaires libres et constructifs du gouvernement de gauche et de tous ses ministres » (y compris, donc, le petit quarteron de ministres communistes). Elle a évidemment tout intérêt à laisser croire à une marge de manœuvre, du moins auprès des travailleurs qui risquent de ne pas se laisser endormir très longtemps devant la faiblesse des concessions réelles.

Mais comment se manifeste cette fièvre d'indépendance ? Par des applaudissements devant les soi-disant « avancées » sur la réduction du temps de travail ! 39 heures, c'est bien : voilà le partenaire constructif. 38 heures, ce serait mieux : voilà l'indépendance... Une heure d'avance, et demandée si poliment !

Les travailleurs vont-ils s'en contenter ?

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 13

Angers : 156 F ; Lyon : 194 F ; Strasbourg : 1.064 F ; Laval : 58 F ; Toulouse : 9 F ; Paris « Pour le communisme » : 1.400 F.

« Solidarité Algérie » : Grenoble : 147 F ; de la part de « Communist Workers' Organisation » : 100 F.

TOTAL 3.128 F
TOTAL PRECEDENT 83.894 F
TOTAL GENERAL 87.022 F

Le retour au bercail du gauchisme soixante-huitard

La victoire du PS balaie d'un coup tous les restes du verbalisme révolutionnaire de l'extrême gauche soixante-huitarde. Partie en France dans les années 60 de réactions à la politique ouvertement impérialiste du stalinisme dans la vague anticoloniale, l'extrême gauche a pris son essor avec la grande grève de mai 68. Mais elle a finalement été submergée par la renaissance du courant social-démocrate qui est parvenu à la mettre à sa remorque.

Ses accents anti-réformistes et révolutionnaires d'il y a quinze ans ont désormais disparu. La fin de la vague anti-impérialiste et l'alignement successifs des « pays progressistes » sur l'ordre établi impérialiste lui a porté des coups très durs. La pénible constatation que la révolution n'est pas si facile et que la domination de l'opportunisme repose sur de dures réalités objectives, ont finalement eu raison de ses élans de combativité, surtout avec l'approfondissement de la crise internationale.

Le caractère barricadier de ces organisations avait déjà été nettement entamé par leur lutte contre la Gauche prolétarienne en 71-72. Il a ensuite disparu dans le « jeu syndical » et le « jeu parlementaire ». Après avoir jeté l'appât avec la discussion sur la « transition au socialisme », l'appareil CFDT a tiré l'hameçon après LIP : pas de fractions, pas de liens horizontaux ! Puis l'« affaire des comités de soldats » lui a permis de faire en 76 la « chasse aux coucous ». Toute la gamme du gauchisme bonzifié s'est alors alignée comme un seul homme, finissant par condamner toute organisation qui tendait à se rendre indépendante des appareils syndicaux.

Parallèlement la ronde folle des « batailles » électorales avec les présidentielles de 74, les cantonales de 76, les municipales de 77 et les législatives de 78, a fini par entraîner ceux-là mêmes qui criaient naguère « électeur : piège à cons ! ». On a vu des groupes qui, comme *Lutte ouvrière*, ont sombré dans un électoralisme éperdu : les militants de ce groupe ont même fini par désertier les luttes immédiates et par abandonner leur langage ouvrieriste pour mener la croisade du bon sens démocratique sous la bannière d'Arlette Laguiller, cette Jeanne d'Arc des petites gens ».

Pour les autres tenants du trotskysme, l'OCI comme la LCR ou les spontanistes de l'OCT, la victoire de la gauche était déjà devenue une sorte de voie de passage obligatoire pour l'émancipation ouvrière. Pour ces terribles révolutionnaires, seule la défaite électorale de Giscard pouvait « débloquent la situation » et permettre à la classe ouvrière de lutter. C'est pourquoi la rupture de l'union de la gauche à la fin 1977 fut considérée comme une « formidable catastrophe ». L'OCT a pratiquement disparu, la LCR y a perdu son quotidien...

Le maoïsme de son côté n'a pas été épargné par les allées et retours du pendule de la politique de l'Etat chinois et a également perdu ses deux quotidiens. Aussi a-t-il trouvé dans cette rupture une occasion bénie pour s'aligner plus ou moins ouvertement sur le PS, son chauvinisme anti-russe aidant.

Il est à noter que personne ne parlait déjà plus de révolution pendant la campagne électorale de 1978. Tout ce beau monde ne présentait plus que des revendications immédiates à satisfaire par un gouvernement « de gauche », ce qui était un moyen de conforter encore la classe ouvrière dans l'illusion réformiste que l'on peut éviter la lutte de classe. Et c'est ainsi que tout ce beau monde a fini par travailler, dans ces élections de 1981, pour la victoire de la gauche. Même les anarchistes de l'UTCL ont discuté ferme pour savoir s'ils ne devaient pas participer aux élections, tellement le vent unitaire soufflait fort !

Le contraste était d'autant plus grand entre la rage électorale de ces courants, et l'apathie qu'a manifestée la classe ouvrière jusqu'à la veille du 2^e tour des présidentielles. A cette époque, la possibilité d'en finir avec la clique au pouvoir depuis 23 ans a fait se lever une brise d'espoir dans la classe ouvrière ; elle a surtout provoqué une explosion de joie dans les couches moyennes, qui voient dans le gouvernement PS leur gouvernement, et il est apparu alors combien l'excitation de l'extrême gauche correspondait à l'état d'esprit de ces couches.

*

Pendant des années, les aplatissements successifs de l'extrême gauche, sa bonzification, son électoralisme, son aversion pour toute violence, qui s'est de plus en plus ouvertement manifestée avec la dénonciation des

terroristes comme les responsables du blindage de l'Etat, l'alignement total sur le social-impérialisme devant les luttes de l'immigration, etc., ont provoqué le dégoût et des tendances fortement anti-organisation et anti-parti. Et aux quelques militants inquiets de cette évolution, a été servi cet argument prétendument irréfutable : c'est seulement au gouvernement que la gauche pourra se démasquer devant les travailleurs.

Nous avons largement démonté pour notre part ce raisonnement vicieux, qui prétend s'appuyer sur les illusions de la classe et non sur ses intérêts matériels comme moteur de la lutte de classe, et qui sert en réalité à voiler un accord de principe avec le réformisme.

C'est ainsi que le gouvernement Mitterrand-Mauroy a été quasi-unanimement présenté comme « une défaite pour la classe capitaliste », incomplète certes, du moment que le patronat reste en place... Et quand le gouvernement PS a lancé son « tout n'est pas possible », l'extrême gauche a répondu comme un seul homme : « d'accord, pas de surenchère ! ». Il n'est donc pas question de mettre en avant les besoins économiques et politiques pressants de la classe ouvrière afin de faire la démonstration qu'on ne peut y répondre que par la lutte ouverte contre le front uni bourgeoisie-gouvernement-appareils syndicaux. Il n'est pas question d'utiliser cette lutte vitale comme levier de la préparation de l'alternative révolutionnaire, que seule peut permettre une attitude d'opposition inconditionnelle à l'Etat capitaliste, et à tous ses gouvernements.

Même *Lutte Ouvrière*, que son scepticisme moralisateur incline à sauver perpétuellement son âme par des déclarations platoniques de « méfiance » avant de se jeter à corps perdu dans le courant « parce que les travailleurs pensent ainsi », a appelé à voter au premier tour pour son organisation, « la plus à gauche », « pour dire qu'on veut bien attendre, mais pas éternellement » (LO du 13-6).

Pour le PCML, « l'attitude à l'égard du gouvernement dépend de l'action qu'il aura » (*Humanité Rouge* du 22-5), ce qui est, comme dans le cas précédent, une manière de suivre la mode sans répondre franchement

(Suite page 4.)

1944-47: au temps des « camarades ministres »

Tout au long de la campagne électorale, le PCF a insisté sur le fait qu'il n'y aurait pas de véritable « changement » sans la participation de ministres communistes au gouvernement et, pour appuyer ses dires, il a fait constamment allusion à la période 1944-1947 au cours de laquelle, grâce aux camarades ministres, des progrès considérables auraient été faits dans le domaine économique et social en faveur des travailleurs : nationalisations, création de la Sécurité sociale, comités d'entreprise, conventions collectives, etc. Quel était le sens de ces réformes ?

A l'issue de la guerre la France connaît une crise profonde : la situation économique est catastrophique, l'appareil de production est à moitié détruit. La situation sociale est dangereuse : les masses ont faim et il n'y a rien à manger. La situation politique est délicate : l'appareil d'Etat est sorti ébranlé et affaibli de la guerre et de la collaboration. Enfin à l'extérieur l'impérialisme français est menacé.

Pour la bourgeoisie française les objectifs sont clairs : rétablir la situation économique, sociale, politique de la France. Cette politique exige l'union sacrée : le PCF ira au gouvernement.

Sur le plan économique il faut reconstruire le pays. D'où les appels du PCF à gagner la bataille de la production. Produire devient la forme la plus élevée du devoir de classe. La grève est l'arme des trusts. Les travailleurs doivent retrousser leurs manches. Economie nationale, Reconstruction, Travail, Production industrielle : tels sont les postes ministériels occupés par le PCF. La classe ouvrière, elle, trime à mort. En février 1946, le ministre communiste du travail, Croizat, fait adopter une loi qui augmente de 25 % les heures supplémentaires jusqu'à 48 heures, de 50 % au-dessus. En mai 1946 Thorez félicite les cheminots d'avoir accepté de travailler jusqu'à 54 heures par semaine !

C'est dans ce contexte qu'il faut voir la politique de réforme qui a été menée. Passons sur les nationalisations qui n'ont rien apporté aux travailleurs et qui étaient simplement un moyen pour l'Etat d'intervenir directement dans l'économie pour mieux la diriger. Les réformes sociales avaient pour but d'assurer la paix sociale. Dans ses *Mémoires de Guerre* De Gaulle dit clairement qu'il fallait « renouveler les conditions sociales afin que le travail reprenne et qu'échoue la subversion ». « Sans des changements profonds dans ce domaine, ajoutait-il, il n'y aura pas d'ordre qui tienne ». Enfin ces mêmes réformes étaient faites non pas pour la défense des travailleurs mais pour la défense du capitalisme lui-même.

La Sécurité sociale ? On peut se faire une

idée de sa signification réelle quand on sait que quelques jours avant la publication de l'ordonnance sur la Sécurité sociale la France s'inquiétait de l'état physique et sanitaire d'un grand nombre de prisonniers de guerre allemands : question capitale, disait-on, du point de vue simplement humain, sans compter la perte de travail que cela représente pour le pays. Si on veut que les prolétaires travaillent, il faut un minimum de soins.

Les allocations familiales ? Elles devaient permettre de redresser cette natalité française « si riche jadis qu'elle nourrissait l'esprit d'entreprise et la grandeur de notre race, mais qui avait, en cent ans, décliné au point que la France n'était plus qu'un pays statique et clairsemé », bref fournir des prolétaires et des soldats.

Les comités d'entreprise ? Ils s'occupaient de tout ce qui concerne les conditions de travail et de vie du personnel, à l'exclusion des questions de salaires, et surtout ils devaient étudier « les suggestions émises par le personnel dans le but d'accroître la production et d'améliorer le rendement » et récompenser les travailleurs qui avaient des idées dans ce domaine.

La réforme du statut du fermage ? Elle devait porter remède « à une cause virulente d'agitation paysanne et de désertion des campagnes ».

De Gaulle explique clairement l'objectif de la bourgeoisie française : en amenant les travailleurs à réintégrer « moralement la communauté nationale, dont, par révolte ou par désespoir, beaucoup tendent à s'écarter », il s'agissait de briser politiquement la classe ouvrière.

En appelant les travailleurs à lancer toutes leurs forces dans la bataille de la production, le PCF a joué un rôle irremplaçable dans la reconstitution du capitalisme français. En présentant les réformes sous l'angle mystificateur des conquêtes graduelles vers le socialisme, il a joué un rôle irremplaçable dans la défense politique de ce même capitalisme.

Enfin tout le discours du PCF sur les réformes faites quand il était au gouvernement sert à masquer l'autre face de sa politique : l'appui direct à la défense de l'impérialisme français. Partisan de l'« Union Française », le PCF était au gouvernement quand l'aviation et la marine ont bombardé Sétif le 8 mai 1945 (80.000 morts), quand la flotte française a bombardé Haïphong le 23 novembre 1946 (6.000 morts) et quand l'armée française a réprimé l'insurrection malgache en mars 1947 (plus de 100.000 morts).

Le PCF au gouvernement, ce n'est pas une avancée » pour les travailleurs, mais la collaboration directe avec la bourgeoisie au plus haut niveau contre la classe ouvrière et ses intérêts de classe, à l'échelle nationale et internationale.

Le PC au gouvernement..

(Suite de la première page)

PC, c'est-à-dire du parti qui a la plus forte influence sur la classe ouvrière, est indispensable au gouvernement. C'était le sens même de la signature du programme commun en 1972. Et malgré la rupture de 1977, PS comme PC n'ont cessé de présenter l'« union de la gauche » comme une perspective « stratégique ». De plus, 1981 n'est plus 1972 et les signes avant-coureurs de crise internationale qui se présentent alors se sont changés en dangers de plus en plus menaçants. Il est maintenant quasiment certain, après la Pologne, que des luttes ouvrières d'importance éclateront tôt ou tard dans l'Europe occidentale elle-même, et qu'il faut s'y préparer. Pour le gouvernement PS, des troubles sociaux sont attendus cet hiver même, étant donné l'ampleur du chômage.

Mais il y a collaboration et collaboration ; c'est-à-dire que la forme de cette collaboration importe énormément. Pour comprendre cet accord, il faut comprendre pourquoi le PC a tenu à entrer au gouvernement, et pourquoi le PS a tenu à l'y faire entrer.

Que le PC ait été obligé d'accepter un tel accord, et plus généralement de taire toutes ces divergences et ces surenchères faites pendant 3 ans et demi de rupture avec le PS et d'accepter le programme de Mitterrand, lui-même en retrait par rapport à celui du PS, ne s'explique pas seulement par le recul d'influence électorale du PC : il avait le même poids électoral en 1936 et pourtant, il savait jouer sa carte. Cela ne s'explique pas non plus seulement par le « sens du devoir civique » — et il est grand ! — d'un PC prêt à subordonner toute aspiration bourgeoise particulière sur l'autel de l'intérêt national, ce qui n'existe jamais dans la classe capitaliste qui sait toujours se faire payer un intérêt élevé sa contribution à « l'intérêt général » de classe. Cela s'explique aussi par son évolution, son « usure politique », la participation quotidienne de ses masses « militantes » aux conseils municipaux, aux comités d'entreprise, aux bureaucraties syndicales, aux « œuvres sociales » de toute sorte, bref par un profond besoin de gérer, d'« aller à la soupe » d'une bonne partie de ses troupes, besoin qui, à un moment donné, doit devenir plus important que toute considération idéologique, toute satisfaction sur le nombre immédiat des nationalisations ou l'attitude vis-à-vis de la Pologne ou de l'Afghanistan. Pour le PC aussi, « Paris vaut bien une messe ! ».

Si l'on considère les choses du côté du PS, Jospin et Mitterrand ont plusieurs fois expliqué clairement qu'ils préféraient le PC au gouvernement plutôt qu'à l'extérieur, afin de mieux le museler ainsi que la CGT. Or une telle préoccupation n'est nullement justifiée par une quelconque volonté de dé-

fense des conditions de vie de la classe ouvrière par la lutte directe, de la part du PC ou de l'appareil de la CGT. L'expérience de longues années est là pour le prouver. Il y a sans doute aussi la préoccupation d'éviter que le PC n'utilise son poids dans la classe, son appareil, son influence locale, etc., comme moyens de pression pour faire avancer ses objectifs politiques particuliers, tant dans le domaine international (question Est-Ouest) que dans la politique industrielle (nationalisations, protectionnisme) ou dans la politique sociale, ce qui est une constante du PCF, en tant que parti bourgeois.

Il est clair que l'écrasante victoire électorale du PS lui a permis de faire passer un PC prêt à collaborer à n'importe quel prix sous les fourches caudines de son programme, tout en exigeant de lui qu'il se limite à jouer son rôle de pompier social. Sans doute est-ce un brillant succès du point de vue de l'unification des forces politiques de l'impérialisme français. Nous savons cependant pour notre part qu'un des secrets de l'efficacité de pompier social du stalinisme a été précisément la possibilité de faire passer ses divergences sur la politique impérialiste, notamment depuis son éviction du gouvernement en 1947, pour une opposition de classe. Si sa marge de manœuvre politique se réduit, son efficacité anti-prolétarienne doit aussi se réduire devant des réactions ouvrières.

Cependant la bourgeoisie n'a pas le choix, et cette usure est une manifestation même de la putréfaction du capitalisme, qui exacerbe son caractère totalitaire.

Quoiqu'il en soit, la « solidarité sans faille » donne dans l'immédiat une arme redoutable à la bourgeoisie qui tente de constituer un front compact gouvernement-parti-syndicats, non seulement pour contrer les réactions ouvrières, et « savoir arrêter la grève » comme le disait Thorez en 36, mais même pour l'interdire de fait, en empêchant la classe dans les mailles serrées d'un « tissu social » de négociations tous azimuts que l'on tente de créer grâce aux miettes de la « solidarité » et de la « politique de relance », avant de s'en servir pour faire accepter les sacrifices en grand.

La seule solution féconde est la suivante : lutte à outrance pour les revendications de classe, pour l'indépendance de classe, contre le pacte social patronat-gouvernement-syndicats, pour préparer l'issue révolutionnaire à la crise du capitalisme.

A NOS LECTEURS

Le n° 342 du « Proletaire » paraîtra le 4 septembre 1981

Les communistes et les nationalisations

Au moment où le gouvernement « socialiste » s'apprête à lancer un nouveau train de nationalisations, il nous semble opportun de rappeler la position traditionnelle du marxisme sur cette question.

Dans l'*Anti-Dühring* (1878), Engels a défini avec une extrême clarté théorique la nature des nationalisations :

« Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés.

L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble ».

Quelques années plus tard, le marxisme devait livrer en France une bataille contre le gradualisme réformiste qui voyait dans les nationalisations — on disait à l'époque les « services publics » — la clé du passage indolore au socialisme. Paul Lafargue démolit cette position défendue par Paul Brousse dans un article fameux paru dans *Le Socialiste* des 25 juin et 2 juillet 1882, sous le titre « Le communisme et les services publics ». Dans cet article, qui s'attira les éloges d'Engels, après avoir démontré par des exemples que « dans la société capitaliste une industrie privée ne devient service public que pour mieux servir les intérêts de la bourgeoisie », Lafargue définit l'attitude des communistes : « Les militants du Parti ouvrier peuvent et doivent dans leurs polémiques contre les publicistes et les politiciens de la bourgeoisie se servir de cette transformation d'industries autrefois privées en services publics, pour

montrer comment les bourgeois eux-mêmes sont amenés par la force des choses à attacher leurs propres principes ; [...] mais ils ne doivent pas désirer et encore moins réclamer la transformation de nouvelles industries en services publics ». Il démontre ensuite que « la transformation en services publics ne faciliterait nullement l'œuvre révolutionnaire, mais [qu'] elle donnerait lieu à des tripotages financiers et à une dilapidation épouvantable du Trésor public ».

Cela dit, une fois « la classe bourgeoise expropriée du pouvoir politique, le Parti ouvrier pourra commencer l'expropriation économique ». Il « nationalisera les instruments de travail », mais « ce mode d'exploitation [...] ne sera qu'un mode transitoire » imposé par les circonstances, avant que la société ne puisse en détruisant le marché et donc le capital et le salariat, construire une économie fondée sur la centralisation totale de la production et de la distribution des richesses.

Ce combat dut être de nouveau livré lorsque la direction réformiste de la CGT canalisait la grande grève des cheminots de mai 1920 vers la nationalisation des chemins de fer, également réclamée par le Parti socialiste. C'est contre cette politique réformiste que les véritables révolutionnaires durent combattre, avant même que le PC s'allie sur la position du PS en deux étapes, en 1936 et en 1945. Voici ce qu'on peut lire dans le *Manifeste du I^{er} Congrès de l'Internationale Communiste*, en juillet 1920 :

« Dans sa politique économique intérieure, la bourgeoisie ne sait à quoi s'en tenir entre un système de nationalisation, de réglementation et de contrôle de l'Etat qui pourrait être des plus efficaces, et, d'autre part, les protestations qui se font entendre contre la mainmise effectuée par l'Etat sur les affaires économiques. Le parlement français cherche à trouver un compromis qui lui permettrait de concentrer la direction de toutes les voies ferrées de la république dans des mains uniques sans pour cela léser les intérêts des capitalistes actionnaires dans les compagnies de chemins de fer privées. En même temps, la presse capitaliste mène une campagne enragée contre « l'étatisme » qui

est le premier pas de l'intervention de l'Etat et qui met un frein à l'initiative privée. Les chemins de fer américains, qui, dirigés pendant la guerre par l'Etat, avaient été désorganisés, sont tombés dans une situation encore plus difficile lorsque le contrôle du gouvernement a été supprimé. Néanmoins, le parti républicain promet dans son programme d'affranchir la vie économique de l'arbitrage gouvernemental. Le chef des trade-unions américains, Samuel Gompers, ce vieux cerbère du capital, lutte contre la nationalisation des chemins de fer que de leur côté, les naïfs adeptes et les charlatans du réformisme proposent à la France en guise de panacée universelle. En réalité, l'intervention désordonnée de l'Etat ne serait faite que pour seconder l'activité pénicieuse des spéculateurs, pour achever d'introduire le désarroi le plus complet dans l'économie du capitalisme, à l'heure où celui-ci se trouve dans sa période de décadence. Enlever aux trusts les moyens de production et de transport pour les transmettre à « la nation », c'est-à-dire à l'Etat bourgeois, c'est-à-dire au plus puissant et au plus avide des trusts capitalistes, — c'est non pas enrayer le mal, mais en faire une loi commune ».

Plus que jamais, les communistes révolutionnaires doivent dénoncer la prétention à « construire le socialisme » sans avoir préalablement détruit par la violence l'Etat bourgeois et instauré la dictature du prolétariat. Plus que jamais, ils doivent combattre la prétention à réformer le capitalisme et à faire dépendre l'amélioration du sort de la classe ouvrière d'une « restructuration industrielle » pour la guerre économique, objectif auquel se ramène la politique du PS.

Les communistes révolutionnaires n'ont pas revendiqué les nationalisations actuelles. Mais puisque les capitalistes modifient eux-mêmes la forme de la propriété capitaliste pour leur propre intérêt, qu'ils règlent leurs comptes entre eux ! Avez-vous vu comme Dassault gloussait d'aise à l'idée d'être nationalisé ? Il ne faut pas que cette politique se fasse sur le dos de la classe ouvrière, par le biais du budget de l'Etat et des impôts ! La classe ouvrière doit donc lutter contre l'indemnisation des capitalistes.

Le capitalisme sur un volcan

(suite de la page 1)

phérie du capitalisme et se rapproche maintenant de son cœur, les grandes métropoles impérialistes. Ce retour de la classe ouvrière sur la scène historique est un phénomène d'une portée immense. Et s'il est pour la bourgeoisie un sujet d'effroi, il est attendu et souhaité par les marxistes révolutionnaires qui l'ont préparé pendant de longues années par une lutte qui devait être essentiellement une lutte théorique et qui doit maintenant de plus en plus devenir une lutte pratique.

Ce qui est à l'ordre du jour c'est, dans la période historique qui s'est ouverte, la lutte pour l'organisation systématique de la classe ouvrière à partir des réactions élémentaires à l'exploitation et à l'oppression capitalistes, le passage de la révolte à la lutte organisée, préparée et efficiente. C'est la propagande pour la révolution communiste mondiale contre toutes les fausses solutions à la crise, les « réformes de structure » et tous les mensonges politiques de la bourgeoisie, qui n'ont d'autre effet que de pousser le capitalisme vers une nouvelle guerre impérialiste.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le regroupement des prolétaires d'avant-garde dans le parti de classe international et centralisé, centralisé non seulement pour assurer la plus grande indépendance de classe des luttes en cours, mais encore pour ouvrir l'issue révolutionnaire à la crise capitaliste.

El Oumami n° 17 SPECIAL MAROC

Vive la lutte des masses laborieuses ; la signification des émeutes de Casablanca (français et arabe) — Attention à la politique de récupération des partis réformistes et des bureaucraties syndicales ; etc. (en français).

*

Prix : 2 F — Commandes au Proletaire.

Solidarité avec nos frères marocains

(suite de la page 1)

qui a subi des transformations sous l'injonction de l'impérialisme, l'ensemble de ces facteurs mettent de plus en plus à l'ordre du jour la reprise de la lutte de classe dans les pays capitalistes développés ainsi que l'entrée en scène de façon indépendante du jeune prolétariat des pays qui ont accédé récemment à l'indépendance, comme c'est le cas au Maghreb. C'est donc le prolétariat qui devient directement la force motrice et dirigeante des luttes des masses exploitées et opprimées.

Même lorsque la bourgeoisie nationale pouvait théoriquement jouer un rôle révolutionnaire contre le colonialisme français, elle s'est pratiquement compromise avec la monarchie et par là avec l'impérialisme et ce, dans une période particulièrement chaude dans l'histoire du Maroc (révolte du Rif en 1958). Depuis, l'aplatissement des partis de la petite et moyenne bourgeoisie du Maroc devant l'ordre établi et leur stratégie légaliste de la « monarchie constitutionnelle » les a conduits à adhérer toujours plus ouvertement aux impératifs de l'intérêt national. C'est le résultat logique de leur intégration plus ou moins tourmentée et qui ne cesse de subir les aléas de la politique intérieure et surtout de la politique internationale. Cette intégration renvoie à son tour à l'alignement de ces classes (couches supérieures de la petite et moyenne bourgeoisie) derrière le front contre-révolutionnaire des classes dominantes et de l'impérialisme comme en témoigne leur attitude dans la question du Sahara Occidental.

Même si les bureaucrates de la CDT (Confédération Démocratique du Travail) et de l'USFP ont fait semblant d'appeler à la grève générale, c'est parce qu'ils savaient pertinemment que la hausse des prix amplifierait la colère des masses et générerait leur mobilisation réactionnaire en vue du soi-disant « parachèvement de l'unité territoriale ». Ils ne visaient pas à lancer un véritable mouvement de lutte comme celui qui leur a échappé, mais seulement à garder le contrôle des masses.

Les masses populaires se sont donc retrouvées seules dans la résistance aux effets catastrophiques du processus de paupérisation

et d'exploitation capitaliste ouvert à grande échelle au début des années 60. Le soulèvement du 23 mars 1965 était un soulèvement spontané. Même le régime n'a pas mis en cause les partis réformistes de la petite et moyenne bourgeoisie. Aujourd'hui, plus que jamais, le prolétariat marocain avec ses conditions de vie misérables et ses traditions de lutte constitue la seule force sociale autour de laquelle peuvent se regrouper les masses prolétariées et paysannes pauvres. Il ne s'agit par là d'une vue de l'esprit. Nous avons vu cette hypothèse se réaliser concrètement le 20 juin 1981. C'est la grève générale des ouvriers des villes et des travailleurs des transports qui a donné le signal aux masses pauvres et aux jeunes chômeurs descendus dans la rue pour faire respecter le mot d'ordre de grève générale et en découdre avec la police.

*

Les événements du Maroc mettent en avant deux séries d'exigences. La première concerne le prolétariat marocain comme ses frères du monde entier. C'est le besoin de l'organisation indépendante de classe à tous les niveaux. Les partis réformistes et les directions syndicales ont montré suffisamment leur rôle véritable. Aujourd'hui, certains essayent, grâce à la répression qui les frappe aussi, de se refaire une virginité ; il ne faut pas se laisser prendre par leurs tentatives de récupération, mais s'organiser en dehors de leur contrôle et contre eux. Ce besoin de l'organisation s'étend de l'organisation immédiate des prolétaires au niveau de l'usine ou du quartier sur la base des revendications immédiates et des luttes partielles, à l'organisation du prolétariat en tant que classe internationale révolutionnaire. Le renforcement du parti de classe permet de relier la lutte immédiate pour les revendications les plus brûlantes à la lutte générale pour en finir avec le système d'exploitation et d'oppression capitalistes.

Pour les prolétaires des métropoles impérialistes, et en particulier pour ceux d'un pays directement « engagé » au Maroc, une autre exigence se fait pressante : celle de la solidarité avec les masses qui, là-bas, se battent héroïquement non seulement contre leur propre bourgeoisie, mais en même temps contre la nôtre. Cette solidarité ne peut cependant pas prendre la forme des pleurnicheries humanistes. Elle ne peut se manifester que sous la forme de la lutte de classe. En brisant toute solidarité avec leur Etat et son « intérêt national », en rejetant de leurs rangs les défenseurs de l'unité nationale, et en menant une lutte résolue contre leurs propres patrons et contre leurs propres gouvernements « démocratiques » et « socialistes », les prolétaires français renforceront matériellement et politiquement leurs frères marocains.

Luttes ouvrières dans le monde

• L'armée massacre des ouvriers à Beni-Merad (Algérie)

L'armée est intervenue le lundi 25 mai contre les 1.700 ouvriers de la Sonatrach de Beni-Merad. Voyant leurs camarades tomber sous les baïonnettes et les coups de crosse, les ouvriers ont utilisé des chalumeaux de longue portée, pour établir un véritable barrage de feu entre eux et l'armée. En moins d'une heure, les 1.700 ouvriers avaient repris le contrôle de l'usine. Les ouvriers auraient eu 17 morts. C'est alors que l'aviation a été utilisée pour arroser les ouvriers avec de l'acide.

A la suite de ces événements 70 ouvriers ont été arrêtés, et 40 ouvriers ont été condamnés le 10 juin pour « trouble de l'ordre public ». Pendant le procès, les ouvriers de l'usine avaient cessé le travail. On attend le résultat du procès.

Toute notre solidarité va aux vaillants ouvriers de Beni-Merad.

• Répression islamique en Iran

Eliminant les libéraux du pouvoir, le Parti religieux cherche à prendre seul le contrôle de l'appareil d'Etat pour tenter de faire face à une crise économique et sociale terrible et au mécontentement de la classe ouvrière, des masses exploitées des villes et des campagnes, des minorités nationales. Ces derniers se sentent dupés par une « révolution islamique » pour laquelle elles ont versé leur sang, mais qui ne leur apporte que misère et sacrifices. La raison est qu'elle ne peut s'attaquer au capitalisme car elle n'a fait qu'assurer la continuité de l'Etat avec ses vieilles habitudes d'oppression, sans le détruire.

Le Parti religieux a entamé une vague de répression avec une sauvagerie peu coutumière même sous le Chah. Exécutions sommaires de prisonniers politiques par centaines, assassinats de militants par centaines.

Sont particulièrement frappés les groupes comme les Fedayin (minoritaires), Peykar, et même les Moudjahidin qui avaient cru devoir donner un appui populaire à Khomeiny et le paient aujourd'hui chèrement. Ces groupes dont la bourgeoisie et l'impérialisme ont peur que, malgré leur programme et leur orientation insuffisante, ils servent de ferment et de pôle de lutte pour les masses exploitées et pauvres.

Notre devoir de classe est d'apporter aux victimes de la répression une solidarité prolétarienne et internationaliste.

Il est aussi d'aider ces militants qui n'ont pas lésiné sur les sacrifices et sont armés d'une si magnifique ardeur révolutionnaire, en faisant la démonstration que la révolution qui mûrit en Iran même si elle doit s'acquiescer de tâches encore bourgeoises sera

prolétarienne et que si le chemin qui nous en sépare est encore long, il faut la préparer en liaison avec la classe ouvrière de tous les pays.

• Les dockers polonais rompent la trêve sociale

Le 8 juillet, 40.000 dockers de Gdansk, Gdynia, Kolobrzeg et Szczecin ont fait une grève d'avertissement d'une heure sans consulter la direction de « Solidarité » et menaçant d'une grève générale pour bientôt si on ne leur donne pas satisfaction.

Le gouvernement est en train d'élaborer deux projets de loi : un sur « l'autonomie des entreprises » qui leur donne entière autonomie de gestion, leur permettra également de licencier et de faire faillite : on attend la mise en chômage officielle cette fois d'un million de travailleurs en un an ! Pour faire passer la pilule, un autre projet « d'autogestion » devrait permettre aux travailleurs de participer à la désignation du directeur, et donc, de désigner... qui devra être licencié !

Il n'est pas sûr du tout que la classe ouvrière marche dans la combine !

• Emeutes de la faim, de la misère à Liverpool

Les bourgeois ont pu faire passer les émeutes de Brixton en avril dernier pour des émeutes raciales pour la seule raison que les jeunes prolétaires poussés à la révolte par le chômage, les persécutions et le racisme découlant du contrôle de l'immigration, par les rafles et les exactions quotidiennes des flics, étaient en grande majorité Jamaïcains.

Les émeutes de Liverpool qui ont éclaté le 4 juillet sont en tout point comparables. Un contrôle de police met le feu aux poudres dans une ville où le taux de chômage officiel tourne autour de 20 % de la population et plus encore dans le quartier de Toxteth, où, selon *Le Monde* du 8 juillet, « vivent les plus déshérités (Blancs, Noirs, Indiens) ». Cette fois « les manifestants étaient aussi bien des blancs que des noirs, il ne s'agit pas d'une explosion raciale » affirme un des jeunes de Toxteth selon le même journal.

Les flics ont eu beaucoup de mal (et des centaines de blessés) pour contrôler le quartier, où pendant les bagarres où la jeunesse de Liverpool a déployé des prodiges d'audace, la population a pillé les magasins.

La faim, la misère existent bel et bien au cœur de « l'Europe civilisée ». Elles poussent aujourd'hui à la révolte. La bourgeoisie a raison de s'inquiéter. Quand l'émeute cédera la place à la lutte organisée, alors, gare !

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

• Les bonzes CFDT imposent la trêve sociale dans la confection (Paris)

A l'appel de la CFDT-Confection s'est tenue le vendredi 3 juillet une AG à la Bourse du travail de Paris. Les travailleurs, en majorité turcs, étaient nombreux (environ 500). Les revendications avancées dans le tract d'appel correspondaient donc au moins en partie à leurs besoins.

Droit au travail et au séjour pour tous — carte unique de 10 ans pour tous les travailleurs réguliers (les autres peuvent se brosser ! et on sait que ce secteur contient justement beaucoup d' « irréguliers ») — regroupements familiaux sans condition et sans difficulté — droit au travail pour les femmes — salaire minimum de 3.500 F pour 35 h.

La CFDT appelait bien dans le tract les travailleurs à « compter sur eux-mêmes », sur « leur organisation » et sur « leur unité ». Mais en fait, au cours de l'AG, les bonzes ont appelé les travailleurs à voter la proposition de trêve d'un mois avancée par le gouvernement (pas de grève de la faim ni d'occupation). ... Une dizaine de travailleurs ont quand même voté contre cette proposition.

C'est là le rôle du gouvernement de gauche : éviter la lutte collective de la classe ouvrière !

• Le moral en hausse à Créteil-CTA

A Créteil-CTA, les travailleurs n'ont jamais abandonné la lutte syndicale et leur effort d'organisation.

On se souvient qu'en mars 1979, une grève très dure oppose les travailleurs de 24 centres de tri parisiens à l'administration. A Créteil, les flics et les CRS camperont jour et nuit pendant 10 jours aux portes du centre.

La grève fait éclater au grand jour, devant la masse des travailleurs, la trahison ouverte des bureaucrates de la Fédé CGT, qui se font littéralement jeter des AG de grévistes.

Ce sera le point de départ de la bataille au finish entre la fédé et la section CGT locale, dont nous avons largement rendu compte à l'époque.

Les 70 adhérents combattifs de la section sont exclus début 80. Il ne reste plus à la CGT qu'une petite trentaine d'adhérents recrutés parmi les travailleurs les moins combattifs, et dont certains sont même compromis avec l'administration.

Le choix des exclus est alors soit de constituer une sorte de comité indépendant des syndicats reconnus, soit d'adhérer à la section CFDT locale, très combattive elle aussi.

Nos camarades conseillent de ne pas adhérer immédiatement à la CFDT afin de pou-

voir mener à son terme la lutte contre l'exclusion, et tenter de prendre des contacts dans les autres centres pour expliquer ce qui s'était passé à Créteil.

Ce travail se révéla malheureusement très difficile et sans portée réelle, à part de rares contacts, à cause essentiellement du black-out complet fait par les « gauchistes », et surtout la LCR, sur les exclusions de Créteil.

Quelques mois plus tard, une grande partie des exclus, dont nos camarades, ont rejoint la section CFDT, sur les mêmes bases de lutte et pour continuer le même travail d'organisation, puisque auparavant il n'existait aucune différence autre que le sigle, entre les militants CGT et CFDT du CTA, qui travaillaient en union étroite et permanente. Cependant l'administration mettait à profit l'échec de la grève de 79 et la trahison de la CGT pour lancer une offensive contre les travailleurs. Elle nommait au CTA un chef de centre expert en restructurations et en lutte anti-syndicale, pour chaperonner le directeur dont le paternalisme avait fait faillite. Les conditions de travail se dégradèrent immédiatement et l'administration en profita pour imposer de nombreuses mesures dont la lutte avait pu jusque-là empêcher l'application (chasse au temps morts, mobilité entre les services...). La répression devint la méthode de gouvernement des patrons, qui imposèrent un climat de peur dans le centre : interdiction des AG dans les locaux de services, sanction systématique, répression de militants, convocations individuelles dans le bureau du patron au moindre prétexte, chasse aux congés de maladie...

Par leur présence permanente dans les services, les patrons cherchaient à terroriser les travailleurs. Il fallait quelques mois pour que les militants mais surtout la masse des travailleurs puissent digérer toutes les attaques qui s'étaient abattues sur eux en même temps, et reprendre espoir.

La violence de l'attaque patronale conjuguée au choc psychologique terrible pour certains qu'avaient été les campagnes de dénigrement développées par la CGT avait écorché et désorienté beaucoup de travailleurs. Sans compter le poids terrible de l'isolement, qui donnait l'impression que Créteil se battait pour des revendications communes à tous les postiers, mais seul.

Durant l'été 80, il y eut donc très peu de luttes, mais les militants de la section CFDT tentèrent avec succès de limiter les effets de la démoralisation et d'assurer une continuité d'organisation. Ils continuaient le travail d'information, par tracts et AG en salle de cantine, dénonçaient le travail de sape de la section CGT, et préparaient la reprise de la lutte.

Début 81, l'exaspération des travailleurs est à son comble. Le 3 février l'administra-

tion sanctionne lourdement le secrétaire de la section CFDT. Aussitôt, les travailleurs débryent sans préavis à 80 %. Cette grève est le signal de la revanche. L'administration, qui croit à la toute-puissance de son régime de terreur, pense d'abord à une saute passagère d'humeur des travailleurs. Mais devant leur détermination, elle cède sur toute la ligne.

C'est la première victoire des travailleurs depuis deux ans. Ils vont l'exploiter à fond. La CFDT devient la section syndicale largement majoritaire au CTA, et refait la liaison entre les éléments combattifs et la masse des travailleurs.

Le 11 mai, le lendemain de l'élection de Mitterrand, une grève éclate en brigade de jour contre des sanctions. Là encore la boîte recule, bien que la section CGT et un bonze de la fédé CFDT lancent des appels au calme, combattus par la section CFDT. Le 11 juin, à la veille du 1^{er} tour des législatives, une grève sans préavis part à 85 % en brigade de nuit D. Elle dure jusqu'au 16 juin, avec une mobilisation très forte de toutes les brigades. Il s'agit de s'opposer à la suppression de deux positions de travail, mais surtout de régler les comptes avec les patrons. Les travailleurs renouent avec les AG de grévistes très riches de débats sur l'organisation de la lutte directe et collective. Malgré la réticence des échelons intermédiaires, le ministère cède et c'est encore une victoire pour les grévistes.

Désormais, les travailleurs et les militants de la section CFDT s'attachent non seulement à arracher tout ce que le nouveau gouvernement a promis, mais passent à l'offensive pour obtenir davantage. Les AG sont de nouveau organisées en salle de tri, malgré les sanctions qui continuent. La tactique qui a consisté à faire le dos rond sous l'orage tout en défendant coûte que coûte la continuité d'organisation porte aujourd'hui ses fruits.

Voilà des « garanties » qui pèseront beaucoup plus lourd pour les travailleurs dans les mois qui viennent que les illusions entretenues par les promesses mensongères du gouvernement de « gauche » et de ses larbins « gauchistes ».

• A Lyon, « Zaïma d'banlieue »

La situation précaire des prolétaires sans-réserves de la seconde génération pousse à la révolte sociale. Les premières manifestations de cette révolte se traduisent déjà par des tentatives généreuses d'organisation. Se plaçant sur le terrain de la défense immédiate, autour de revendications et de méthodes classistes, ces tentatives sont autant de tremplins pour la lutte et l'organisation politique contre le système pourri du capitalisme.

Saluons donc avec enthousiasme la naissance d'un de ces groupes de jeunes et de son journal *Zaïma d'banlieue*. Immigrés et français, ils veulent s'organiser de façon autonome, créer une coordination réelle entre les différentes cités et banlieues lyonnaises pour ne pas rester isolés face à l'administration, aux flics, au PC, aux bandes de nazillons... Ils veulent prendre en main directement la lutte qui les concerne contre la répression, les tabassages, les délogements-expulsions... Au niveau des méthodes, ils veulent rompre avec celles de l'extrême gauche désabusée ou des cathos lassés de la bonne cause, mais ce n'est pas pour faire confiance à celles de la gauche dont ils savent bien mesurer la démagogie et l'électoratisme.

Leurs revendications sont tout ce qu'il y a de plus évidentes : d'abord se réapproprier des lieux de vie et reprendre les centres sociaux ou autres MJC pour qu'ils servent enfin à la population des quartiers et non à leur flicage. Ils proposent donc de former des collectifs dans chaque cité pour rechercher ensemble les moyens de lutte efficace et surtout ne pas rester isolés. Ils vont aussi plus loin en proposant de prendre des contacts avec d'autres jeunes dans d'autres cités...

L'intérêt de cette tentative est qu'elle se place d'ores et déjà sur un terrain très large puisque le groupe prend position sur la question de la deuxième génération en revendiquant sans ambiguïté la lutte contre tout contrôle de l'immigration, des jeunes comme des vieux, des hommes comme des femmes. Mais aussi sur la question de la récente grève de la faim dont il montre qu'elle a sanctionné l'actuelle faiblesse du mouvement. Ou encore sur celle de la situation des filles et des femmes maghrébines y compris dans l'immigration.

Evidemment, il s'agit là d'un groupe ouvert et l'on doit souligner que l'influence de positions plus faibles s'y fait aussi sentir : comme par exemple sur la question de la musique, de la violence, etc., mais cela ne peut signifier qu'une chose : pour se fortifier et donner l'orientation correcte, les meilleures tendances ont besoin de s'appuyer sur la lutte réelle et sur ses exigences pratiques. En même temps, les éléments les plus combattifs et déjà les plus conscients doivent chercher à se placer délibérément sur un terrain plus général en liant leur travail quotidien à une perspective plus large et en évitant le piège trop facile de l'anti-partisme ou encore de l'apolitisme.

Pour notre part, nous ne pouvons que les encourager à persévérer dans la voie qu'ils ont choisie d'emprunter sans hésitation, et nous essayerons de contribuer à leur renforcement tant par la participation directe que par la critique fraternelle.

Le retour au bercail du gauchisme soixante-huitard

(suite de la page 2)

aux questions de savoir si oui ou non il faut apporter un appui au gouvernement et si oui ou non il faut accepter de soumettre la satisfaction des revendications aux « exigences supérieures » de l'économie nationale.

Il ne vaut pas la peine de s'appesantir sur l'OCT, qui sert ouvertement de paillason au PS. Pour elle, il fallait « donner à Mitterrand les moyens de gouverner contre les capitalistes et les banquiers ». Il serait inutile de chercher la moindre critique vis-à-vis du PS dans ce courant, qui a même accusé LO d'avoir, pendant la campagne électo-

rale, « concentré toutes ses attaques sur F. Mitterrand », et qui appelle seulement à faire coïncider les institutions avec la « volonté de la majorité » (*Informations Ouvrières* du 15-6).

La LCR suit en fait la même politique d'aplatissement, mais cherche à la justifier par des raisonnements « théoriques » dont les ficelles deviennent de véritables cordes de marine ! Pour elle, qui se réclame ouvertement de « la majorité présidentielle », il fallait aussi donner à la gauche les « moyens de gouverner », mais il y a toujours un risque : que le PS soit tenté de mener une politique de droite. Naturellement, la LCR s'est « félicitée » de l'entrée du PC au gouvernement mais cela ne suffit encore pas : il faut rompre l'alliance avec des « politiciens bourgeois comme Jobert [...] qui ont fait leurs preuves au service de la bourgeoisie » (*Rouge* du 22-5). Ainsi ni Mauroy, ni Defferre, ni Mitterrand, ni les autres ministres PS ou PC n'ont encore fait leurs preuves ! Pour *Rouge* du 26-6, « un gouvernement commun [PC-PS] ne peut être qu'un facteur de cohésion et de confiance de la classe ouvrière face au patronat », accusé par la LCR de saboter l'expérience de gauche. Pour faire face à de telles attaques et aux tendances conciliatrices, il faut l'unité ouvrière qui « cicatrice les plaies encore vivantes de la division dans les entreprises » (*Rouge* du 26-6), précisément au moment où le PS oblige le PC à une « solidarité sans faille ». Vraiment, on ne peut pas s'y prendre mieux pour cacher aux travailleurs qui s'apprête à donner le coup de bâton !

Bien qu'avec d'autres justifications, la nébuleuse de la « nouvelle gauche » mène la même politique. Une illustration en est donnée par l'OCT. Il s'agit pour cette organisation moribonde de « constituer une gauche indépendante » (!?), avec le PSU, le PCR, les CCA, l'UTCL et même la LCR, pourvu qu'elle abandonne son « sectarisme de parti » qu'elle cherche à conserver « malgré sa crise interne ». Mais donnons-lui la parole :

« Nous exigerons du gouvernement qu'il satisfasse les revendications populaires et nous soutiendrons les mesures qu'il prendra

dans ce sens. Nous serons les plus décidés à combattre les manœuvres de la droite. Mais nous n'accepterons pas que la gauche au pouvoir se contente de gérer le système en le replaçant. »

Et l'OCT avance un programme de revendications immédiates dont le but explicite est de « permettre la lutte politique contre les tendances à se contenter de gérer le système » (*Etincelle* de juin). Le PCR a d'ailleurs la même attitude : il présente un programme immédiat destiné à être pris en compte par un... gouvernement de gauche. On lit par exemple : « Il est possible de réorienter l'économie et l'appareil industriel à partir de l'intervention des travailleurs et des consommateurs » ou encore « de lutter contre toutes les formes de domination » et « la gauche peut tout cela. Si nous sommes là » ! (*Pour le socialisme* du 21-5).

Bref, ce vieux cochon de réformiste qui sommeillait chez le gauchiste fatigué et déçu s'est réveillé à l'odeur de la pâtée socialiste.



Pour tenir tête au réformisme « ouvrier », l'agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, et arracher la classe ouvrière à son influence, il faut davantage qu'une réaction sentimentale et même généreuse aux positions les plus anti-prolétariennes des faux socialismes.

Il faut soumettre tous ces mythes bourgeois — l'antifascisme, la défense des droits de l'homme, la défense de l'économie nationale et de la patrie (surtout dans un pays impérialiste!) — à la critique radicale du marxisme révolutionnaire afin de couper définitivement les ponts avec l'opportunisme. Ceci, le gauchisme n'a pas pu et n'a pas voulu le faire. Dès qu'on l'a tiré par la manche, il a repassé le pont plus vite encore qu'il ne l'avait franchi dans l'autre sens.

Que ce retour au bercail du gauchisme renforce la certitude du besoin de la théorie révolutionnaire, du retour au programme intégral du communisme, celui de Marx et de Lénine !

Permanences du Parti

- EN BELGIQUE
 - A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles (la permanence, suspendue en juillet et en août, reprendra en septembre).
- EN FRANCE
 - A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc (la permanence, suspendue du 18 juillet au 22 août, reprendra le 29 août).
 - A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.
 - A Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 5 et 19 juillet, etc (en août la vente aura lieu le 16 et le 30; la première vente de septembre aura lieu le 13).
 - A Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.
 - A Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30 (en août, la vente aura lieu le 30).
 - A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h (la vente, suspendue au mois d'août, reprendra le 5 septembre).
 - A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
 - A Lyon : 17, rue René Laynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 4 et 18 juillet (la permanence reprendra le samedi 29 août).
 - A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
 - A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
 - A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
 - A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois (la vente en juillet est suspendue).
 - A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.
 - A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit le 19 juillet, etc. (en août la vente aura lieu le 9 et le 30).
 - A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourglès-Valence, place de la Liberté, soit les 19 juillet et 2 août (la vente, suspendue en août, reprendra le 20 septembre).
- EN SUISSE
 - A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

programme communiste
N° 86

- Mitterrand Président
- La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial
- Le cours de l'impérialisme mondial
- Les bases du militantisme communiste
- Le processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste
- Les « trotskystes » contre Trotsky.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Directeur-gérant SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charanton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928